

PARYS, Emile

Verviers (prov. Liège, arr. Verviers), 21 septembre 1897 – Heusy (commune de Verviers), 7 octobre 1956. Dirigeant syndical textile.

EP est ouvrier fileur à l'usine « La Vesdre » et militant syndical. Il intègre au lendemain de la guerre le Comité de la Fédération de la Laine Peignée. Cette puissante organisation syndicale est à la fois la plus riche et la plus combative des organisations syndicales verviétoises. Lorsqu'en 1920 ces dernières renouvellent avec le patronat local la convention collective conclue sous l'égide de Jean Roggeman* en 1906, les affiliés du Peigné s'opposent majoritairement (par référendum) à cette reconduction du régime conventionnel, estimant que celui-ci ne permet plus de « choisir les bons moments où l'industrie prospère pour réclamer des avantages nouveaux ». Les membres du Peigné, qui sont 4.000 soit un quart des effectifs du textile verviétois, s'excluent ainsi d'eux-mêmes de la Fédération ouvrière verviétoise. Logique avec elle-même, la « Fédération libre de la Laine Peignée » introduit des revendications salariales dès octobre 1921 et déclenche une grève pour appuyer celles-ci, à laquelle le patronat riposte par un lock-out du secteur aboutissant à une défaite complète du Peigné en mai 1922. Dès cette époque, la Fédération du Peigné, n'ayant aucun lien organique avec le POB contrairement aux autres syndicats locaux, devient un terrain idéal pour la propagande du jeune Parti communiste, qui concentre vers elle ses efforts. Les communistes y obtiennent le poste de secrétaire adjoint pour Henri Lambert en 1925, la présidence de la Fédération avec Guillaume Pétry en 1927 et la majorité au sein du Bureau l'année suivante.

EP fait partie alors de la minorité réformiste au sein du Peigné et tente en vain de contrecarrer la mainmise communiste sur l'organisation. Il quitte finalement celle-ci en avril 1929, avec d'autres militants qui créent une nouvelle association. EP devient le secrétaire permanent de ce syndicat socialiste du Peigné et installe son bureau d'abord dans les locaux du POB à la Maison du Peuple, ensuite en 1930 à la Maison syndicale lorsque son syndicat, qui bénéficie après quelques mois de 2.700 affiliés contre 1.600 à la Fédération libre, peut réintégrer la Fédération ouvrière textile verviétoise.

Durant l'occupation, EP collabore, avec le député socialiste d'Ougrée René Delbrouck notamment, au premier journal socialiste clandestin, publié sous le titre de *Résurrection* dès juillet 1940 en réaction au *Manifeste* de Henri De Man* et rebaptisé en décembre suivant *Le Monde du Travail*. EP contribue autant à la presse clandestine et à sa diffusion qu'aux réunions du Parti socialiste clandestin. Il a de nombreuses altercations avec le responsable verviétois du syndicat collaborationniste l'UTMI, qui s'est emparé de la Maison syndicale. EP, qui a réussi à dérober la liste des affiliés de l'UTMI, est contraint de quitter Verviers en mars 1942 et de vivre dans la clandestinité jusqu'à la Libération.

Tout en étant délégué au ravitaillement, EP reprend ses fonctions de permanent syndical pour le Peigné à la fin de 1944 et jusqu'en 1946, date à laquelle il succède à Alexandre Duchesne* à la présidence de la régionale wallonne de la COTB (Centrale ouvrière textile de Belgique). Il intègre alors le bureau national de la FGTB, devient également membre du bureau de la Fédération verviétoise du PSB et membre du bureau national de ce dernier. Léon-Eli Troclet*, devenu ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en 1945, l'intègre dans son cabinet ministériel en tant que conciliateur social pour la Wallonie. EP est alors amené à intervenir un peu partout sur le terrain et dans tous les secteurs à l'occasion des nombreux conflits sociaux de l'après-guerre.

SOURCES : *Le Travail*, 20-7-1948 et 9-10-1956 ; BOTTERMAN, X., *Histoire du mouvement communiste à Verviers 1919-1940*, Bruxelles, Carcob, 2009.